

# La fièvre électorale commence à monter

**Le calendrier électoral a été bousculé en RDC. Mais la présidentielle reste fixée à novembre 2016. Et des candidats potentiels se placent.**

● **Philippe LERUTH**

Le gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, qui démissionne à la fois de son poste et du parti du président, Joseph Kabila. Le président de l'Union pour la Nation Congolaise (UNC), Vital Kamerhe, qui invite le chef de l'État à se prononcer clairement sur la fin de son mandat. Le représentant du secrétaire général de l'ONU en République Démocratique du Congo (RDC), Martin Kobler, qui, à l'approche de son départ à la fin du mois, s'inquiète de «l'impact (des élections de 2016) sur la situation sécuritaire». Le rapporteur de la Commission nationale

indépendante (Ceni), Jean-Pierre Kalamba, qui annonce le «réaménagement du calendrier» publié par l'institution en février, et qui devait s'ouvrir par les élections locales, ce 25 octobre. Et le ministre de l'Information, Lambert Mende, qui signale que le président Kabila n'a «jamais eu l'intention de demander une révision de la Constitution», l'autorisant à briguer un troisième mandat : la fièvre électorale monte en RDC.

## Réaction populaire

«Des élections ne peuvent avoir lieu dans un pays où les combats ont forcé deux millions de personnes à fuir leur domicile dans l'est, et où des combattants étrangers continuent à s'infiltrer, malgré le contrôle par l'ONU des frontières et des aéroports», s'insurge Honoré Ngbanda.

Pour le président de l'Apareco (Alliance des Patriotes pour la Refondation du Congo), «c'est d'une réaction populaire, et non des élections, que le pays retrouvera sa souveraineté». Une réaction qu'il voit se dessiner : «En janvier, à Kinshasa,

des manifestants qui réclamaient le renvoi des Rwandais ont été dispersés. La semaine dernière, toujours dans la capitale, c'est lors d'un match de football qu'une manifestation similaire s'est déclenchée spontanément».

Congolais de l'étranger, peut-il s'inviter au débat ? «Nous avons nombre de partisans au pays, que nous contactons par internet. Mais ils doivent rester prudents pour l'instant», explique-t-il. «Et puis nous avons beaucoup de soutiens à l'étranger, d'ONG et d'associations».

La communauté internationale «qui a aidé, à l'époque, le régime à se mettre en place, notamment avec les États-Unis, la Belgique, ou la France», est en train de manifester sa volonté de changement, conclut Honoré Ngbanda : «Tout récemment, les présidents français, François Hollande, et américain, Barack Obama, ont clairement invité Joseph Kabila à se retirer à l'expiration de son mandat». Faudra-t-il alors assurer sa succession. Et amplifier la reconstruction des pouvoirs publics en RDC. Par des élections à tous les niveaux. ■

## Scénario burundais au Congo-Brazza

Le 21 juillet dernier, le président burundais, Pierre Nkurunziza, s'est fait élire à un troisième mandat, malgré la Constitution qui lui imposait de se retirer. Et la crainte dans la région des Grands Lacs, est que son exemple fasse tache d'huile, au Rwanda, avec Paul Kagame, et en RDC (cf. ci-contre) avec Joseph Kabila. Mais le premier à embrayer est le président du Congo-Brazzaville,

Denis Sassou Nguesso, qui est depuis 30 ans à la tête de son pays, et qui a annoncé lundi soir la convocation pour le 25 octobre d'un référendum sur une nouvelle constitution qui lui permettrait de se représenter en 2016. Le texte proposé fera en effet sauter les deux verrous qui l'empêchent de briguer à nouveau la présidence : la limitation à deux du nombre de mandats que peut exercer un

chef de l'État, et la limite d'âge (70 ans) pour l'exercice de la magistrature suprême.

«Nous nous y opposerons jusqu'au bout. (M. Sassou) compte sur la force brutale qui est éphémère et nous comptons sur le soutien populaire», a annoncé Pascal Tsaty Mabiala, premier secrétaire de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale

(UPADS), principal parti d'opposition. Clément Miérassa, président du Parti social démocrate congolais (PSDC), qui côtoie l'UPADS dans le Front républicain pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique (FROCAD), a parlé, lui de «coup d'état constitutionnel». Guère rassurant, à deux semaines de ce référendum improvisé! **Phi. Le.**